

## I. — LOIS ET ORDONNANCES.

LOI n° 73.001 du 8 janvier 1973 portant loi de finances pour l'année financière 1973.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté :

Le Président de la République promulgue la loi dont le teneur suit :

### PREMIERE PARTIE

#### VOIES ET MOYENS

ARTICLE PREMIER. — Le budget de l'année financière 1973 sera exécuté conformément aux dispositions de la présente loi de finances, et aux lois de finances antérieures en tout ce qui n'aura pas été modifié ou abrogé.

ART. 2. — Les impôts, taxes, contributions, redevances, produits et revenus publics, centimes additionnels continueront d'être perçus ou ristournés pour l'année 1973 au profit du budget de l'Etat, des budgets des établissements publics et des collectivités publiques conformément aux textes en vigueur.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 6 de la loi de finances n° 71.350 du 31 décembre 1971 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« La perception des droits et taxes est suspendue à l'exportation des animaux vivants des espèces bovines (01-02) ovine et caprine (01-04), et des camelidés (ex. 01-06 dz), ainsi qu'à l'exportation des viandes et abats comestibles frais, réfrigérés, congelés, salés, en saumure, séchés ou fumés de ces animaux (position tarifaire 02-01, ex. 02-04 et ex. 02-06). »

ART. 4. — La perception du droit de douane à l'importation est suspendue :

a) sur les tabacs bruts (positions tarifaires 24-01 A1, A2 et B) ;

b) sur les tissus de coton (position 55-09) et les tissus synthétiques ou artificiels (positions 51-04 et 56-07).

Les taux du droit fiscal à l'importation des tabacs bruts sont ramenés provisoirement à 30 % pour les tabacs bruts saucés (position 24-01 A1) et à 25 % pour les tabacs bruts autres (position 24-01 A2) et les déchets de tabacs (24-01 B).

ART. 5. — Le gas-oil destiné au service de l'agriculture bénéficiera, à l'importation, du régime tarifaire applicable au fuel-oil (diesel-oil), position tarifaire 27-10 B2, dans la limite d'un contingent fixé annuellement.

Les produits et matériels suivants, destinés à l'agriculture, seront exonérés de tous droits et taxes à l'importation, ainsi que de la taxe d'interventions conjoncturelles :

- engrais (chap. 31 du tarif des Douanes) ;
- désinfectants, insecticides, fongicides, herbicides, etc. (38.11) ;
- pulvérisateurs et poudreuses (04-21 A) ;
- masques de protection (90-18) ;
- combinaisons (61-01) et gants (40-13) de protection ;
- arrosoirs galvanisés (73-38) ;

- outils agricoles, horticoles et forestiers, à main (82-01) ;
- brouettes (87-14 C) ;
- machines, appareils et engins agricoles et horticoles pour la préparation et le travail du sol et pour la culture (84-24) ;
- machines, appareils et engins pour la récolte et le battage des produits agricoles, presses à paille et à fourrage, etc. (84-25) ;
- machines, appareils et engins pour la minoterie et le traitement des céréales, etc. (position n° 84-29 A) ;
- pompes, moto-pompes, turbo-pompes, etc. (position ex. 84.11).

ART. 6. — La perception des droits et taxes de douane, ainsi que celle de la taxe d'intervention conjoncturelle, est suspendue à l'importation des livres, brochures et imprimés similaires (position 49.01), des machines, appareils et engins spécifiques à l'imprimerie (positions tarifaires 84.32, 84.34 et 84.35).

ART. 7. — La perception de la taxe d'intervention conjoncturelle est suspendue à l'exportation de la gomme arabique.

ART. 8. — Les dispositions de l'article 7 de la loi de finances n° 71.350 du 31 décembre 1971 sont abrogées.

ART. 9. — Le deuxième alinéa de l'article 11 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Si le bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les exercices suivants jusqu'au troisième exercice qui suit l'exercice déficitaire. »

ART. 10. — Les dispositions de l'article 26 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« L'impôt minimum forfaitaire frappe les sociétés et personnes morales visées au dernier paragraphe de l'article précédent.

« Il est dû au titre d'une année déterminée, au taux de un pour cent du chiffre d'affaires du dernier exercice clos. »

ART. 11. — Les dispositions de l'article 37 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Si, pour une année déterminée, les dépenses déductibles dépassent les recettes, l'excédent peut être reporté sur les bénéfices des années suivantes jusqu'à la deuxième inclusivement, dans les conditions prévues à l'article 11 pour les entreprises industrielles et commerciales. »

ART. 12. — La déclaration prévue à l'article 40 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts concerne les « recettes brutes » et non les « dettes brutes ».

ART. 13. — L'article 52 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est modifié comme suit :

— Les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article 52 sont abrogées.

ART. 14. — L'article 56 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est complété par le 4<sup>e</sup> paragraphe suivant :

« Pour la détermination du taux à retenir, il convient de ramener le salaire au mois, les rappels de salaires étant

rattachés au salaire de la période à laquelle ils se rapportent.»

ART. 15. — Les dispositions des paragraphes 1, 5 et 6 de l'article 101 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts sont abrogées et remplacées par les suivantes :

§ 1. — « Intérêts des emprunts et dettes à la charge du contribuable, contractés pour l'acquisition ou la construction en Mauritanie d'un immeuble destiné à son habitation personnelle à titre de résidence principale. »

§ 5. — « Les versements volontaires pour la constitution de pensions ou de retraites, les versements de primes afférentes à des contrats d'assurances dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine, ou qui garantissent en cas de décès le versement de capitaux au conjoint, aux ascendants ou descendants dans la limite de 6 % du revenu net professionnel qui n'a pas déjà subi de retenues obligatoires. »

ART. 16. — L'article 112 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est complété par un 4<sup>e</sup> paragraphe ci-après :

§ 4. — « Lorsqu'un salarié ne déclare que des revenus d'une période inférieure à douze mois du fait, soit d'avoir transféré en cours d'année son lieu de travail en Mauritanie, soit de quitter ce pays en cours d'année, les revenus ainsi déclarés sont extrapolés à douze mois et soumis à l'impôt général sur le revenu ; le produit de l'imposition ainsi obtenu est ramené au prorata du temps de présence effectif en Mauritanie. »

ART. 17. — L'exonération prévue dans l'article 125 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est portée de 100.000 à 200.000 francs. En conséquence, la première tranche d'imposition à 2 % est supprimée.

ART. 18. — Le premier alinéa de l'article 127 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le minimum fiscal est un impôt personnel dû par tout habitant de l'un ou de l'autre sexe, et établi au nom du chef de famille pour les conjoints lorsque les revenus du foyer relèvent de l'une des catégories suivantes. »

Les dispositions des paragraphes 4, 5, 7 et 8 de l'article 140 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts sont abrogées et remplacées par les suivantes :

§ 4. — Les immeubles à usage scolaire lorsqu'ils ne font pas l'objet de location.

§ 5. — Les immeubles affectés à des œuvres d'assistance médicale ou d'assistance sociale lorsqu'ils ne font pas l'objet de location.

§ 7. — Les cases en paille et les constructions traditionnelles lorsqu'elles ne font pas l'objet de location.

ART. 19. — Les dispositions de l'article 162 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Ces droits sont réglés conformément aux tableaux A, B et C annexés au présent chapitre.

« Ils sont établis :

— Au tableau A, d'après un tarif général fonction du chiffre d'affaires fixé pour toutes les activités non nommément désignées ;

— Au tableau B, d'après un tarif particulier pour les activités nommément désignées dans la mesure où l'application des dispositions prévues au tableau A n'entraînerait pas un droit fixe supérieur ;

— Au tableau C, d'après un tarif qui est fonction du montant global des importations et exportations pour les entreprises se livrant aux activités d'import-export. »

ART. 20. — L'annexe I du chapitre V de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est abrogée et remplacée par la suivante :

#### Annexe 1

### TABLEAU ET TARIF DES PATENTES

#### TABLEAU A

##### 1. Droit fixe

1 <sup>re</sup> classe : Chiffre d'affaires de plus d'un milliard .....	1.500.000 F
2 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 600 millions et inférieur à un milliard .....	1.000.000 F
3 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 300 millions et inférieur à 600 millions .....	700.000 F
4 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 150 millions et inférieur à 300 millions .....	500.000 F
5 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 100 millions et inférieur à 150 millions .....	400.000 F
6 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 50 millions et inférieur à 100 millions .....	300.000 F
7 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 20 millions et inférieur à 50 millions .....	200.000 F
8 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 10 millions et inférieur à 20 millions .....	100.000 F
9 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 5 millions et inférieur à 10 millions .....	40.000 F
10 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 2 millions et inférieur à 5 millions .....	20.000 F
11 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires égal à 1 million et inférieur à 2 millions .....	10.000 F
12 <sup>e</sup> classe : Chiffre d'affaires compris entre 0 et 1 million .....	5.000 F

##### 2. Droit proportionnel

Le taux du droit proportionnel est fixé à 5 % de la valeur locative ou au quart du droit fixe.

#### TABLEAU B

##### 1. Droit fixe

— Approvisionnement de navire .....	200.000 F	— Clinique privée .....	300.000 F
— Agent d'affaires .....	200.000 F	— Commissaire-priseur .....	200.000 F
— Agent d'assurances .....	200.000 F	— Courtier en bestiaux .....	10.000 F
— Architecte .....	200.000 F	— Courtier en marchandises .....	100.000 F
— Avocat .....	300.000 F	— Dentiste .....	100.000 F
— Bureau d'études .....	100.000 F	— Expert-comptable .....	100.000 F
— Cinématographe ou théâtre .....	300.000 F	— Expertise industrielle, commerciale, immobilière ou maritime (tenant cabinet) .....	200.000 F
— Consignataire de navires .....	300.000 F		

— Exploitant de carrière travaillant sans concession régulière, utilisant un matériel mécanique .....	400.000 F
— Exploitant de carrière travaillant avec concession utilisant un matériel mécanique .....	200.000 F
— Exploitant de carrière n'utilisant pas de matériel mécanique .....	10.000 F
— Huissier .....	10.000 F
— Ingénieur-conseil (tenant un cabinet d'études) .....	100.000 F
— Médecin .....	200.000 F
— Notaire .....	200.000 F
— Vétérinaire .....	200.000 F
— Agent de voyage .....	100.000 F
— Agent immobilier .....	50.000 F
— Entrepreneur de transport sur fleuve :	
<i>Taxe déterminée</i> .....	20.000 F
<i>Taxe variable :</i>	
par bateau de plus de 30 tonnes .....	20.000 F
par bateau de moins de 30 tonnes .....	15.000 F
par remorque .....	10.000 F
par chaland ou cotre inférieur à 5 tonnes .....	1.200 F
par chaland ou cotre de 5 à 10 tonnes .....	2.400 F
par chaland ou cotre de 10 à 25 tonnes .....	5.400 F
par chaland ou cotre de 25 à 50 tonnes .....	10.000 F
— Entrepreneur de transport public par terre (voyageurs ou marchandises) :	
<i>Taxe déterminée :</i>	
• par véhicule automobile affecté au transport des voyageurs .....	5.000 F
• par véhicule automobile affecté au transport de marchandises .....	10.000 F
<i>Taxe variable :</i>	
• Voyageurs, par place (place du conducteur non comprise) .....	300 F
• Marchandises, par tonne de charge utile .....	1.000 F
La taxe variable est applicable, indépendamment des droits dus en raison de l'exercice de la profession principale, à tous les patentés utilisant des véhicules autres que des véhicules de tourisme.	
— Entrepreneur de transport aérien :	
a) Compagnies nationales ou internationales, droit fixe .....	500.000 F
b) Propriétaire d'avion de tourisme effectuant des transports de voyageurs ou de marchandises pour le compte de tiers, droit fixe .....	200.000 F
— Jeux et amusements publics tels que tirs, loteries, cinémas forains, marchands forains et autres attractions .....	10.000 F
— Exploitant d'une auto-école : taxe déterminée, par voiture utilisée à l'instruction des candidats .....	40.000 F
— Entrepreneur de location de voitures automobiles, par voiture .....	10.000 F

## 2. Droit proportionnel

5 % de la valeur locative ou un quart du droit fixe.

## TABLEAU C

### Professions imposées d'après le montant des importations et des exportations

#### 1. Droit fixe

Importateur ou exportateur dont le chiffre d'affaires global des importations et exportations est :

a) Supérieur à 1 milliard de francs .....	1.800.000 F
b) Compris entre 600 millions et 1 milliard .....	1.300.000 F
c) Compris entre 300 millions et 600 millions .....	1.000.000 F
d) Compris entre 150 millions et 300 millions .....	800.000 F
e) Compris entre 100 millions et 150 millions .....	600.000 F
f) Compris entre 50 millions et 100 millions .....	400.000 F
g) Compris entre 20 millions et 50 millions .....	200.000 F
h) Compris entre 10 millions et 20 millions .....	100.000 F

#### 2. Droit proportionnel

5 % de la valeur locative ou un quart du droit fixe.

ART. 21. — Dans l'article 200 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts, les impositions suivantes sont supprimées :

— vélomoteurs et scooters .....	1.000 F
— motocyclettes .....	2.000 F

ART. 22. — Les dispositions de l'article 246 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les taux applicables sont :

- 2.000 F par hectolitre pour les supercarburants, essence automobile ordinaire ;
- 420 F par hectolitre pour le pétrole lampant ;
- 1.400 F par hectolitre pour le gas-oil ;
- 1.100 F par tonne métrique pour le diesel-oil et le fuel-oil léger ;
- 400 F par tonne métrique pour le fuel lourd ;
- 16.000 F par tonne métrique pour les huiles de graissage et lubrifiants ;
- 5.200 F par tonne métrique pour les hydrocarbures gazeux liquéfiés (butane, propane).

ART. 23. — Les paragraphes 3 et 7 de l'article 248 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 sont abrogés.

ART. 24. — L'article 249 de la loi n° 70.019 du 10 janvier 1970 est modifié comme suit :

— Rubrique B (Vins), § 2, *lire* : « Autres vins ».

— Rubrique C, *lire* : « Autres boissons alcooliques, boissons alcoolisées et alcools, 150 F par litre ou fraction de litre. »

ART. 25. — L'article 602 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 est complété par le 2<sup>e</sup> alinéa ci-après :

« Les banques, les établissements financiers et les compagnies d'assurances sont tenus de fournir, sur place ou par correspondance, sur réquisition d'un agent des impôts ayant au moins le grade de contrôleur, tous renseignements relatifs aux comptes des contribuables, aux ouvertures de crédit qui leur sont consenties, et aux allocations de devises qui leur sont accordées. »

ART. 26. — Les dispositions de l'article 545 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts sont ainsi modifiées :

« Le comptable ou l'agent de poursuite qui veut agir contre un contribuable retardataire doit l'aviser par un commandement remis à son domicile ou au domicile de son représentant. Ce commandement peut être adressé par la poste pour les contribuables ayant une adresse connue avec accusé de réception. Le contribuable doit se libérer dans un délai de dix jours. »

ART. 27. — Les dispositions de l'article 546 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Dix jours après l'envoi du commandement il est procédé à la saisie. »

ART. 28. — L'article 547 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts est complété par les dispositions suivantes :

« L'introduction par le redevable de recours devant les tribunaux ne pourrait en aucune manière suspendre le recouvrement de l'impôt. »

ART. 29. — Dans l'article 562 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970, les tarifs des frais de poursuite sont modifiés comme suit :

— Commandement .....	3 %
— Saisie .....	5 %
— Recollement sur saisie .....	3 %
— Signification de vente .....	2 %
— Affiche .....	1 %
— Recollement avant vente .....	1 %
— Procès-verbal de vente .....	1 %

ART. 30. — Par dérogation aux dispositions des articles 475 à 482 de la loi n° 70.019 du 16 janvier 1970 portant code général des impôts, la perception de la taxe sur le bétail et des centimes additionnels à cette taxe, est suspendue sur l'ensemble du territoire national pendant une période de cinq ans, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973.

ART. 31. — Pendant la période de suspension de la taxe sur le bétail et des centimes additionnels à cette taxe, il sera alloué aux régions sur les ressources du Fonds d'interventions conjoncturelles, une subvention annuelle dont le montant sera au moins égal au montant des rôles émis pendant l'exercice fiscal 1971 pour le recouvrement de la taxe sur le bétail et des centimes additionnels à cette taxe.

ART. 32. — Les contributions obligatoires des régions aux fonds interrégionaux ci-après seront assurées par prélèvements sur le montant de la subvention annuelle telle fixée à l'article 31 ci-dessus :

a) 15 % du produit de la taxe sur le bétail et des centimes additionnels ou de la subvention en tenant lieu, au titre du Fonds interrégional d'achat de produits biologiques et de lutte contre les épizooties ;

b) 5 % du produit des recettes ordinaires, y compris la subvention définie à l'article 31 ci-dessus, au titre du Fonds interrégional de solidarité ;

c) 2 % du produit des recettes ordinaires du budget régional y compris la subvention définie à l'article 31 ci-dessus, au titre du Fonds de protection civile ;

d) 5 % du produit des recettes ordinaires, y compris la subvention définie à l'article 31 ci-dessus, au titre du Fonds interrégional d'assistance médicale.

## DEUXIEME PARTIE

### LES RESSOURCES ET LES CHARGES

ART. 33. — Les ressources sont évaluées à la somme de treize milliards quatre cent vingt-cinq millions de francs, soit :

— Recettes du budget de fonctionnement	11.317.000.000
— Recettes du budget d'équipement	2.108.000.000

réparties en chapitres et articles conformément au tableau publié en annexe II.

ART. 34. — Le montant des crédits ouverts au budget de l'Etat pour l'année financière 1973 est arrêté à la somme de treize milliards quatre cent vingt-cinq millions de francs, soit :

— Dépenses du budget de fonctionnement	11.317.000.000
— Dépenses du budget d'équipement	2.108.000.000

Ces crédits sont affectés conformément au tableau de répartition par chapitres et articles publié en annexe III.

## TROISIEME PARTIE

### COMPTES ET FONDS SPECIAUX

ART. 35. — Conformément au développement figurant à l'annexe I jointe à la présente loi, les ressources affectées aux comptes d'affectation spéciale pour l'année financière 1973 sont évaluées à six milliards quatre cent quarante-deux millions de francs.

Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale pendant l'année financière 1973 sont fixés à cinq milliards huit cent quatre-vingt-douze millions de francs.

ART. 36. — Conformément au développement indiqué à l'annexe I jointe à la présente loi, le montant des découverts autorisés pendant l'année financière 1973 pour les comptes de commerce est fixé à cent quatre-vingt-un millions neuf cent mille francs.

ART. 37. — Conformément au développement figurant à l'annexe I jointe à la présente loi, le montant des découverts autorisés pour l'année financière 1973 pour les comptes d'opérations monétaires est fixé à dix millions de francs.

ART. 38. — Conformément au développement figurant à l'annexe I jointe à la présente loi, le découvert autorisé pour les comptes d'avances pour l'année financière 1973 est fixé à cent quatre-vingt-dix millions de francs.

ART. 39. — Le découvert autorisé pour les comptes de prêts pendant l'année financière 1973 est fixé à cent cinq millions de francs.

ART. 40. — Les ressources affectées aux comptes de garanties et avals pour l'année financière 1973 sont fixées à deux cent cinquante millions de francs.

Les plafonds de crédits applicables aux comptes de garanties et avals sont fixés à deux cent cinquante millions de francs.

## QUATRIEME PARTIE

### DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 41. — Le gouvernement est autorisé à contracter les emprunts suivants :

1. Auprès de la Kréditanstalt, pour une somme équivalente à trois millions de deutschmarks, destinés à l'acquisition d'un bac et la construction d'un slip-way à Rosso.

2. A concurrence d'une somme de cinq cents millions de francs, pour le financement ou la participation de l'Etat au financement de logements sociaux.

ART. 42. — Le gouvernement est autorisé à accorder les garanties et avals ci-après :

1. Aval de l'emprunt à contracter par la Société immobilière d'économie mixte pour la réalisation de logements à loyers modérés, à concurrence de la somme de cinq cents millions de francs.

2. Aval de l'emprunt à contracter par la S.N.I.M. pour la réalisation de son objet social, à concurrence de la somme de cinq cents millions de francs.

3. Aval du prêt de 850.000 unités de compte accordé à l'Office des Postes et Télécommunications par la Banque africaine de développement pour l'extension du réseau de télécommunications.

4. Aval du prêt de 320 millions de francs C.F.A. accordé par la Caisse centrale de coopération économique à la Société

té mauritanienne d'eau et d'électricité (Maurelec) pour l'électrification de Nouakchott, Rosso et Atar.

5. Garantie proportionnelle à la participation de l'Etat au capital de SOMIMA, aux emprunts contractés par cette société auprès d'un consortium de banques, à concurrence de 24 millions de dollars U.S. en vue de la réalisation de son objet social.

6. Aval de l'Etat aux emprunts à contracter pendant l'année financière 1973 par la Banque mauritanienne de déve-

loppement auprès d'organismes et d'Etats étrangers dans la limite de trois cent quarante millions de francs C.F.A.

ART. 43. — La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 8 janvier 1973.

Le Président de la République :

MOKTAR ould DADDAH.

ANNEXE I  
à la loi de finances pour l'année 1973  
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Nomenclature	Recettes	Dépenses	Découvert autorisé
<b>I. — Comptes d'affectation spéciale :</b>			
Caisse des retraites .....	800.000.000	250.000.000	
Compte de liquidation des communes .....	12.000.000	12.000.000	
Fonds d'interventions conjoncturelles .....	800.000.000	800.000.000	
Investissements fonciers .....	100.000.000	100.000.000	
Fonds routier .....	500.000.000	500.000.000	
Opération de préfinancement .....	475.000.000	475.000.000	
Fonds interrégional d'assistance médicale .....	15.000.000	15.000.000	
Fonds de solidarité pour le secours aux populations rurales .....	1.200.000.000	1.200.000.000	
Fonds interrégional de protection civile .....	20.000.000	20.000.000	
Fonds interrégional de solidarité .....	60.000.000	60.000.000	
Fonds spécial d'équipement des édifices religieux .....	50.000.000	50.000.000	
Compte de liquidation des créances arriérées sur l'Etat .....	100.000.000	100.000.000	
Investissements sur prêt de la C.C.C.E. ....	—	—	
Investissements sur subvention de la République française .....	100.000.000	100.000.000	
Investissements sur prêts F.A.C. ....	20.000.000	20.000.000	
Investissements sur prêts de la R.F.A. ....	—	—	
Investissements sur prêt libyen .....	2.000.000.000	2.000.000.000	
Investissements sur subvention du F.A.C. ....	—	—	
Projet B.I.R.D., développement élevage sud-ouest .....	50.000.000	50.000.000	
Compte de liquidation de l'O.N.T.P. ....	10.000.000	10.000.000	
Fonds d'aménagement du périmètre maraîcher .....	10.000.000	10.000.000	
Fonds interrégional de lutte contre les épizooties .....	60.000.000	60.000.000	
Fonds d'équipement et d'action rurale .....	50.000.000	50.000.000	
Compte d'équipement pour l'étude, le contrôle et la réalisation des travaux effectués par le ministère de l'Equipe-	10.000.000	10.000.000	
	<u>6.442.000.000</u>	<u>5.892.000.000</u>	
<b>II. — Comptes de commerce :</b>			
Mil .....	5.000.000	113.000.000	108.000.000
Salines de N'Térent .....	5.000.000	5.000.000	—
Approvisionnement des magasins .....	—	25.100.000	25.100.000
Liquidation gérance Huet .....	5.000.000	48.800.000	43.800.000
Promotion de l'artisanat .....	5.000.000	5.000.000	5.000.000
	<u>20.000.000</u>	<u>201.900.000</u>	<u>181.900.000</u>
<b>III. — Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers :</b>			
Accords de coopération avec le Trésor français .....	—	—	—
Accords de coopération avec le Trésor sénégalais .....	—	—	—
<b>IV. — Comptes d'opérations monétaires :</b>			
Pertes et bénéfices de change .....	—	10.000.000	10.000.000
		<u>10.000.000</u>	<u>10.000.000</u>
<b>V. — Comptes d'avances :</b>			
Avances aux établissements publics .....	—	60.000.000	60.000.000
Avances aux collectivités publiques .....	—	—	—
Avances aux organismes privés et aux particuliers .....	10.000.000	140.000.000	130.000.000
	<u>10.000.000</u>	<u>200.000.000</u>	<u>190.000.000</u>
<b>VI. — Comptes et prêts :</b>			
Prêts aux établissements publics .....	—	105.000.000	105.000.000
Prêts aux collectivités publiques .....	—	—	—
Prêts aux organismes privés et aux particuliers .....	—	—	—
		<u>105.000.000</u>	<u>105.000.000</u>
<b>VII. — Comptes de garanties et d'avaux :</b>			
Comptes de garanties et d'avaux .....	250.000.000	250.000.000	

## RECETTES DU BUDGET D'EQUIPEMENT

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chapitre I. Participation du budget de fonctionnement aux dépenses d'équipement et d'investissement.</i>		
Unique	Transfert du budget de fonctionnement .....	972.000.000	972.000.000
	<i>Chap. II. Emprunts et Avances.</i>		
1	Produits des emprunts .....	115.000.000	115.000.000
2	Montant des avances .....	—	—
	<i>Chap. III. Contributions</i> .....	—	—
	<i>Chap. IV. Produits de biens</i> .....	—	—
	<i>Chap. V. Prélèvement sur caisse Réserve</i> .....	—	—
	<i>Chap. VI. Versement de fonds de comptes spéciaux</i> .....	—	—
1	Excédent Fonds d'interventions conjoncturelles .....	—	—
2	Prélèvement sur compte Investissements fonciers .....	—	—
3	Prélèvement sur compte amendes et transactions en matière de pêche maritime .....	200.000.000	200.000.000
4	Prélèvement sur compte redevances de pêches dans les eaux territoriales .....	821.000.000	821.000.000
	<i>Chap. VII. Recettes diverses.</i>		
	Total des recettes du budget d'équipement .....	2.108.000.000	2.108.000.000

## DEPENSES DU BUDGET D'EQUIPEMENT

	<i>Chap. II. Travaux d'infrastructure</i>		
1	Urbanisme		
2	Equipement touristique		
3	Voies de communication :		
	Rubrique 73.230, route d'Akjoujt .....	300.000.000	322.000.000
	Rubrique 73.231, étude et contrôle route Néma (projet 3.100 à 3.102) ..	22.000.000	
4	Equipement portuaire : rubrique 73.240, extension wharf (projet 3.300), dépassement marché F.E.D. ....	17.000.000	17.000.000
5	Hydraulique pastorale .....	—	—
6	Terrains d'aviation .....	—	—
7	Electrification : rubrique 73.270, centrale électrique Nouakchott (projet 3901) .....	15.000.000	15.000.000
8	Aménagement région nord .....	—	—
9	Aménagement rural :		
	Rubrique 73.290, Brigade puits		
	Rubrique A-2, Brigades anciennes .....	32.000.000	
	Rubrique B-2, Brigades à créer .....	16.000.000	
	Rubrique : Brigade agricole Adrar .....	8.000.000	
10	Equipement Office Postes et Télécommunications	56.000.000	56.000.000
11	Etudes et recherches :		
	Rubrique 73.2110, recherches eaux souterraines (projet 1501, P.N.U.D., M.A.U./2) .....	30.000.000	
	Rubrique 73.2111, projets 1112-1113, recherches scientifiques .....	5.000.000	
	Rubrique 73.2112, enquêtes productions rurales (projet 9101) .....	8.000.000	
	Rubrique 73.2113, recensement démographique (projet 9103) .....	15.000.000	
	Rubrique 73.2114, cellule planification (projet 9300) .....	7.000.000	
	Total du chapitre II .....	475.000.000	475.000.000
	<i>Chap. III. Constructions d'immeubles</i>		
1	<i>Immeubles pour services</i>		
	Rubrique 73.310, atelier mécanographique IBM, (projet 92) .....	60.000.000	
	Rubrique 73.311, Compagnie génie militaire .....	40.000.000	
	Rubrique 73.312, lycée technique (dernier trimestre) .....	40.000.000	
	Rubrique 73.313, constructions scolaires .....	115.000.000	
	Rubrique 73.314, Bourse du travail .....	20.000.000	
	Rubrique 73.315, extension lycée et collège technique, dépassement marché F.A.C. (projet 5.500) .....	30.000.000	
	Rubrique 73.316, laboratoire T.P. ....	15.000.000	
		320.000.000	320.000.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
2	Immeubles d'habitations		
	Rubrique 73.320, logement direction Information (projet 6.200) .....	17.000.000	17.000.000
3	Construction capitale		
	Rubrique 73.330, immeuble Sucin (préfinancement) .....	97.055.000	97.055.000
4	Équipement Akjoujt		
	Rubrique 73.340, hôpital Akjoujt .....	25.000.000	25.000.000
5	Travaux divers		
	Rubrique 73.350, chantiers nationaux .....	15.000.000	
	Rubrique 73.351, réservoir eaux Nouakchott (projet 3.900), dépassement marché F.A.C. ....	30.000.000	
	Rubrique 73.352, laboratoire diagnostic .....	10.000.000	
	Rubrique 73.355, casiers rizicoles (projet F.E.D. 1103) ....	5.000.000	
	Rubrique 73.356, périmètres irrigués (projet F.E.D. 1132) ..	6.400.000	
	Rubrique 73.357, centre vulgarisation, plaine de M'Pourie ..	15.000.000	
	Rubrique 73.358, Centre national de développement agri- cole (projet 1135) .....	7.000.000	
	Rubrique 73.359, équipement Génie rural (projet 1129 à 1131) .....	5.000.000	
	Rubrique 73.390, zone pilote élevage Kaédi (projet 1304) ..	4.000.000	
	Rubrique 73.3591, développement coopératives .....	2.700.000	
	Rubrique 73.3592, encouragement développement rural ....	5.100.000	
	Rubrique 73.3593, atelier mécanographique (projet 92) ....	15.000.000	
	Rubrique 73.3394, école de protection civile (projet 8.000) ..	25.500.000	
	Total chapitre III .....	604.755.000	604.755.000
	<i>Chap. IV. Acquisition d'immeubles</i>		
1	Immeubles pour service		
2	Immeubles d'habitation :		
	Rubrique 72.420, logement C.N.S.S. (préfinancement 1 <sup>re</sup> tran- che) .....	17.250.000	
	Rubrique 72.420, logement C.N.S.S. (préfinancement 2 <sup>e</sup> tran- che) .....	19.800.000	
	Total .....	37.050.000	37.050.000
	<i>Chap. V. Acquisition de gros matériel</i>		
1	Engins terrestres .....	—	—
2	Matériel naval :		
	Rubrique 73.520, vedettes garde-côtes .....	55.515.000	
	Rubrique 73.521, carénage vedettes garde-côtes .....	20.000.000	
	Total .....	75.515.000	75.515.000
3	Navigation aérienne :		
	Rubrique 75.530, révision avion militaire .....	10.000.000	10.000.000
	Total chapitre V .....	85.515.000	85.515.000
	<i>Chap. VI. Participation à la construction</i>		
1	Sociétés d'Etat		
2	Sociétés d'économie mixte et privée :		
	Rubrique 73.620, Miferma .....	58.460.000	
	Rubrique 73.621, Banque arabe-mauritanienne-libyenne ...	123.000.000	
	Rubrique 73.622, S.E.M. ....	83.000.000	
	Rubrique 73.623, SONIMEX .....	157.580.000	
	Rubrique 73.624, S.M.B. ....	5.000.000	
	Rubrique 73.625, Société minière mauritanienne .....	160.290.000	
	Rubrique 73.626, Air Afrique .....	78.000.000	
	Rubrique 73.627, Syndicat des phosphates .....	8.000.000	
	Total .....	673.330.000	673.330.000
	<i>Chap. VII. Contributions, subventions, participations et contreparties.</i>		
1	Collectivités publiques		
2	Établissements et organismes publics.		
3	Organisations internationales et États étrangers		
	Rubrique 73.730, Ecole de protection civile (projet 8000) ..	6.000.000	
	Rubrique 73.731, projet P.N.U.D. M.A.U./3, mise en valeur du bassin du Gorgol (projet 1106) O.N.U., 5 m ; F.E.D., 5 m .....	10.000.000	
	Rubrique 73.732, projet BIRD 1300/A, développement éle- vage Sud-Est .....	132.500.000	
	Rubrique 73.733, projet 1300/B, développement élevage Sud-Est .....	13.500.000	
	Rubrique 73.734, agrandissement Lab. IFAC (projet 1128) ..	6.000.000	
	Rubrique 73.735, Centre agricole (projet 1308) .....	2.000.000	

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	Rubrique 73.736, projet organisation pour la mise en valeur du Sénégal :		
	A. Centre documentation .....	5.540.000	
	B. Recherches agronomiques .....	10.585.000	
	C. Etudes hydro-agricoles .....	7.660.000	
	D. Centre agricole .....	1.315.000	
	Rubrique 73.737, Centre de préformation rurale (projet 5504) .....	16.000.000	
	Rubrique 73.738, Recherches géologiques, dorsale, Rgueibatt (projet 2507)		
	A. Contributions aux dépenses locales (1972-1973) .....	1.600.000	
	B. Contributions en nature 1973 .....	5.400.000	
	C. Contributions en espèces 1972-1973 .....	10.450.000	
	D. Remboursement droits de douanes .....	4.000.000	
	<i>Total des dépenses du budget d'équipement</i> .....	232.350.000	232.350.000
		2.108.000.000	2.108.000.000

### RECETTES DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT

SECTION I. — IMPÔTS DIRECTS			
<i>Chap. 1-01. Impôts forfaitaires sur le revenu</i>			
1	Minimum fiscal .....	30.000.000	30.000.000
2	Recettes des exercices antérieurs .....	10.000.000	10.000.000
	<i>Total</i> .....	40.000.000	40.000.000
<i>Chap. 1-02. Impôts personnels et progressifs sur le revenu</i>			
1	Bénéfices industriels et commerciaux .....	500.000.000	500.000.000
2	Impôts sur traitements et salaires .....	1.350.000.000	1.350.000.000
3	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers .....	30.000.000	30.000.000
4	Impôt général sur le revenu .....	500.000.000	500.000.000
5	Recettes des exercices antérieurs .....	110.000.000	110.000.000
	<i>Total</i> .....	2.490.000.000	2.490.000.000
<i>Chap. 1-03. Contribution mobilière</i>			
1	Contribution mobilière .....	35.000.000	35.000.000
2	Recettes des exercices antérieurs .....	15.000.000	15.000.000
	<i>Total</i> .....	50.000.000	50.000.000
<i>Chap. 1-04. Impôts fonciers</i>			
1	Contribution sur la propriété bâtie .....	180.000.000	180.000.000
2	Contribution sur la propriété non bâtie .....	3.000.000	3.000.000
3	Contribution sur les propriétés insuffisamment mises en valeur .....	—	—
4	Taxe sur les biens de mainmorte .....	15.000.000	15.000.000
5	Recettes des exercices antérieurs .....	35.000.000	35.000.000
	<i>Total</i> .....	233.000.000	233.000.000
<i>Chap. 1-05. Patentes et licences</i>			
1	Patentes .....	166.000.000	166.000.000
2	Licences .....	1.000.000	1.000.000
3	Recettes des exercices antérieurs .....	30.000.000	30.000.000
	<i>Total</i> .....	197.000.000	197.000.000
<i>Chap. 1-06. Produits de majoration</i>			
Unique	Produit de la majoration 10 % .....	10.000.000	10.000.000
	<i>Total section 1</i> .....	3.020.000.000	3.020.000.000

SECTION 2. — IMPÔTS INDIRECTS			
<i>Chap. 2-01. Droits à l'entrée</i>			
1	Droits de douane .....		
2	Droits fiscaux à l'entrée .....		
3	Taxe forfaitaire à l'importation .....		
4	Taxe sur le chiffre d'affaires .....	3.690.000.000	3.990.000.000
5	Centimes additionnels .....		
6	Produits divers .....		
7	Recettes des exercices antérieurs .....		
	<i>Total</i> .....	3.690.000.000	3.990.000.000



ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 2-02. Taxe de consommation</i>		
1	Taxe sur les projections cinématographiques .....	5.000.000	5.000.000
2	Taxe sur les alcools .....	60.000.000	60.000.000
3	Taxe spéciale sur les tabacs .....	52.000.000	52.000.000
4	Taxe sur le thé .....	75.000.000	75.000.000
	<i>Total</i> .....	192.000.000	192.000.000
	<i>Chap. 2-03. Taxe sur les transactions et taxe à la production</i>		
1	Redevances exploitation Miferma .....	2.000.000.000	2.000.000.000
2	Taxe sur le chiffre d'affaires .....	700.000.000	700.000.000
3	Taxe sur les hydrocarbures .....	623.000.000	635.000.000
4	Taxe de circulation sur les viandes .....	—	—
5	Recettes des exercices antérieurs .....	—	—
	<i>Total</i> .....	3.323.000.000	3.335.000.000
	<i>Chap. 2-04. Droits à l'exploitation (Droit fiscal TFE et centimes)</i>		
1	Poissons .....	100.000.000	100.000.000
2	Gomme .....	17.000.000	17.000.000
3	Bétail sur pied .....	—	—
4	SOMIMA .....	160.000.000	160.000.000
5	Exercices antérieurs .....	—	—
	<i>Total</i> .....	277.000.000	277.000.000
	<i>Chap. 2-05. Taxe de recherche et de conditionnement</i>		
1	Taxe de recherches et de conditionnement .....	8.000.000	8.000.000
2	Exercices antérieurs .....	—	—
	<i>Total</i> .....	8.000.000	8.000.000
	<i>Total section 2</i> .....	7.755.000.000	7.802.000.000
	<b>SECTION 3. — DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES</b>		
	<i>Chap. 3-01. Droit d'enregistrement</i>		
Unique	Enregistrement .....	100.000.000	100.000.000
	<i>Chap. 3-02. Droit timbres</i>		
Unique	Droit de timbres .....	75.000.000	75.000.000
	<i>Total section 3</i> .....	175.000.000	175.000.000
	<b>SECTION 4. — TAXES.</b>		
	<i>Chap. 4-01. Taxes diverses et taxes pour services rendus</i>		
1	Taxe sur les armes à feu .....	P.M.	
2	Taxe sur les véhicules .....	30.000.000	30.000.000
3	Taxe d'apprentissage .....	40.000.000	40.000.000
4	Taxe pour les services rendus .....	3.000.000	3.000.000
5	Redevances et pénalités de pêche .....	—	—
6	Recettes de publicités et annonces radiophoniques .....	5.000.000	5.000.000
7	Assurances .....	10.000.000	10.000.000
8	Exercices antérieurs .....	10.000.000	10.000.000
	<i>Total</i> .....	98.000.000	98.000.000
	<b>SECTION 5. — REVENU DU DOMAINE.</b>		
	<i>Chap. 5-01. Revenus du domaine immobilier</i>		
1	Location immeubles .....	10.000.000	10.000.000
2	Aliénation et concession immeubles .....	—	—
3	Recettes des exercices antérieurs .....	—	—
	<i>Total</i> .....	10.000.000	10.000.000
	<i>Chap. 5-02. Revenus du domaine forestier</i>		
1	Revenus et taxes forestiers .....	5.000.000	5.000.000
2	Contentieux forestier et chasse .....	5.000.000	5.000.000
	<i>Total</i> .....	10.000.000	10.000.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 5-03. Revenus du domaine minier</i>		
1	Redevances minières .....	—	—
2	Recettes des exercices antérieurs .....	—	—
	<i>Chap. 5-04. Revenus du domaine mobilier</i>		
1	Aliénation du domaine mobilier .....	2.000.000	2.000.000
2	Recettes des exercices antérieurs .....	—	—
	<i>Total</i> .....	2.000.000	2.000.000
	<i>Chap. 5-05: Revenus des valeurs immobilières</i>	—	—
	<i>Total section 5</i> .....	22.000.000	22.000.000
	<b>SECTION 7. — RECETTES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES</b>		
	<i>Chap. 7-01</i> .....	—	—
	<b>SECTION 8. — RECETTES DIVERSES DES SERVICES</b>		
	<i>Chap. 8-01. Recettes diverses des services</i>		
1	Hôpital Nouakchott .....	80.000.000	80.000.000
2	Redevances B.C.E.A.O. ....	—	—
3	Port de Nouadhibou .....	30.000.000	30.000.000
4	Produits artisanat .....	—	—
5	Redevances radiophoniques .....	—	—
6	Exercices antérieurs .....	—	—
		110.000.000	110.000.000
	<b>SECTION 9. — PRODUITS DIVERS ET ACCIDENTELS</b>		
	<i>Chap. 9-01. Produits divers et accidentels</i>		
1	Produits divers et accidentels .....	40.000.000	40.000.000
2	Recettes exercices antérieurs .....	10.000.000	10.000.000
		50.000.000	50.000.000
	<i>Chap. 10-01. Subvention</i> .....	—	—
	<i>Chap. 11-01. Fonds de concours</i> .....	—	—
	<i>Chap. 12-01. Contributions</i>		
1	Contribution des régions au budget .....	40.000.000	40.000.000
	<i>Total des recettes du budget de fonctionnement</i> .....	11.303.000.000	11.317.000.000

### DEPENSES BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	<i>Chap. 1-1. Dettes publiques</i>		
1	Emprunt ex-A.O.F. ....	1.900.000	1.900.000
2	Prêts et avancés de la C.C.C.E. ....	75.000.000	75.000.000
3	Prêts F.A.C. ....	28.000.000	28.000.000
4	Autres dettes contractuelles .....	49.000.000	49.000.000
5	Dépenses antérieures .....	2.600.000	2.600.000
	<i>Total</i> .....	156.500.000	156.500.000
	<i>Chap. 1-2. Pensions et rentes</i>		
1	Rachat de recettes et pensions militaires .....	17.000.000	17.000.000
2	Dépenses exercices antérieurs .....	1.200.000	1.200.000
	<i>Total</i> .....	18.200.000	18.200.000
	<i>Chap. 1-3. Fonds de garantie des avals</i>		
1	Dotations des fonds de garantie .....	30.000.000	30.000.000
2	Autres dotations .....	—	—
	<i>Total</i> .....	30.000.000	30.000.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 2-1. Assemblée nationale (personnel)</i>		
1	Hôtels et logements .....	5.680.000	7.558.000
2	Secrétariats et services .....	17.390.000	22.030.000
3	Assemblée nationale .....	51.380.000	55.862.000
4	Indemnités frais de missions .....	4.000.000	4.000.000
5	Frais d'hospitalisation .....	800.000	800.000
	<i>Total</i> .....	79.250.000	90.250.000
	<i>Chap. 2-2. Assemblée nationale (matériel)</i>		
1	Présidence .....	3.600.000	3.600.000
2	Secrétariats et services .....	8.180.000	8.180.000
3	Frais transports routiers .....	6.600.000	6.600.000
4	Frais transports aériens .....	6.900.000	6.900.000
5	Entretien des immeubles .....	9.020.000	9.020.000
6	Ameublement .....	2.750.000	2.750.000
7	Conférences interparlementaires, Parlement européen, missions .....	3.490.000	3.490.000
8	Assurance députés .....	1.095.000	1.095.000
9	Équipement .....	16.000.000	16.000.000
10	Dépenses exercices antérieurs .....	2.050.000	2.050.000
	<i>Total</i> .....	59.685.000	59.685.000
	<i>Chap. 2-3. Présidence de la République (personnel)</i>		
1	Hôtel .....	4.580.000	4.580.000
2	Cabinet .....	16.330.000	16.330.000
3	Direction protocole .....	8.170.000	8.170.000
4	Service du R.A.C. ....	1.250.000	1.250.000
5	Villa de passage .....	595.000	595.000
6	Parc d'accueil .....	6.540.000	6.540.000
7	Frais de déplacement .....	850.000	850.000
	<i>Total</i> .....	38.315.000	38.315.000
	<i>Chap. 2-4. Présidence de la République (matériel)</i>		
1	Hôtel du Président de la République .....	5.500.000	5.500.000
2	Cabinet du Président de la République .....	5.500.000	5.500.000
3	Bureau de presse .....	1.350.000	1.350.000
4	Entretien parc et jardins .....	2.350.000	2.350.000
5	Frais de transports divers .....	4.000.000	4.000.000
6	Frais de transports aériens .....	4.600.000	4.600.000
7	Bureau d'études et de documentation .....	32.600.000	19.600.000
8	Service R.A.C. ....	450.000	450.000
	<i>Total</i> .....	56.350.000	43.350.000
	<i>Chap. 3-1. Services rattachés à la Présidence de la République (personnel)</i>		
1	Secrétariat .....	8.812.000	8.812.000
2	Service Législation et du « Journal officiel » .....	1.370.000	1.370.000
3	Direction des Archives .....	6.385.000	6.385.000
4	Direction de la Traduction .....	8.222.000	8.222.000
5	Contrôle financier .....	6.606.000	6.606.000
6	Direction tutelle régionale .....	4.580.000	4.580.000
7	Administration générale .....	48.875.000	48.875.000
8	Frais de déplacement .....	200.000	200.000
	<i>Total</i> .....	85.050.000	85.050.000
	<i>Chap. 3-2. Services rattachés à la Présidence de la République (matériel)</i>		
1	Hôtels divers .....	1.280.000	1.280.000
2	Division Conseil des ministres .....	1.070.000	1.070.000
3	Service Législation et « Journal officiel » .....	7.350.000	7.350.000
4	Direction Archives .....	1.010.000	1.010.000
5	Direction Traduction et « J.O. » arabe .....	6.500.000	6.500.000
6	Contrôle financier .....	1.200.000	2.200.000
7	Direction tutelle .....	180.000	180.000
8	Frais de transports aériens .....	800.000	800.000
9	Frais de fonctionnement administratif des régions .....	3.200.000	3.200.000
10	Frais de transports divers et régions .....	4.700.000	4.700.000
11	Frais de réception des régions .....	4.000.000	4.000.000
	<i>Total</i> .....	31.290.000	32.290.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 3-3. Contrôles d'Etat (personnel)</i>		
1	Contrôle d'Etat .....	5.107.000	5.107.000
2	Contrôle d'Etat .....	4.348.000	4.348.000
3	Frais de déplacement .....	200.000	200.000
	<i>Total</i> .....	9.655.000	9.655.000
	<i>Chap. 3-4. Contrôles d'Etat (matériel)</i>		
1	Indemnités entretien hôtel .....	1.200.000	1.200.000
2	Fonctionnement .....	2.650.000	2.650.000
3	Transports divers .....	1.050.000	1.050.000
4	Transports aériens .....	650.000	650.000
	<i>Total</i> .....	5.550.000	5.550.000
	<i>Chap. 3-5. Ministère de l'Intérieur (personnel)</i>		
1	Hôtel .....	753.000	753.000
2	Cabinet .....	20.629.000	20.629.000
3	Administration préfectorale .....	140.489.000	140.489.000
4	Chefferie traditionnelle .....	35.410.000	35.410.000
5	Protection civile .....	4.714.000	4.714.000
6	Frais de déplacement .....	700.000	700.000
	<i>Total</i> .....	202.695.000	202.895.000
	<i>Chap. 3-6. Ministère de l'Intérieur (matériel)</i>		
1	Hôtel .....	690.000	690.000
2	Administration centrale .....	2.375.000	2.375.000
3	Administration préfectorale .....	23.910.000	23.910.000
4	Frais réception département et arrondissement .....	3.800.000	3.800.000
5	Equipement département et arrondissement .....	5.000.000	5.000.000
6	Frais transports divers administration préfectorale .....	18.000.000	18.000.000
7	Protection civile .....	1.000.000	1.000.000
8	Transports divers administration centrale .....	1.100.000	1.100.000
9	Transports aériens .....	2.000.000	2.000.000
10	Renseignements généraux .....	12.000.000	6.000.000
	<i>Total</i> .....	69.875.000	63.875.000
	<i>Chap. 3-7. Ministère de la Fonction publique et du Travail (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	750.000	750.000
2	Secrétariat .....	8.540.000	8.540.000
3	Frais de déplacement .....	50.000	50.000
	<i>Total</i> .....	9.340.000	9.340.000
	<i>Chap. 3-8. Ministère de la Fonction publique et du Travail (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariat .....	950.000	950.000
3	Frais transports divers .....	270.000	270.000
4	Frais transports aériens .....	180.000	180.000
5	Formation ouvrière et syndicale .....	2.000.000	2.000.000
	<i>Total</i> .....	4.090.000	4.090.000
	<i>Chap. 3-9. Direction de la Fonction publique (personnel)</i>		
1	Direction .....	12.020.000	12.020.000
2	Frais de déplacement .....	100.000	100.000
	<i>Total</i> .....	12.120.000	12.120.000
	<i>Chap. 3-10. Direction de la Fonction publique (matériel)</i>		
1	Direction .....	2.500.000	3.500.000
2	Abonnements .....	250.000	250.000
3	Transports divers .....	500.000	500.000
4	Transports aériens .....	400.000	400.000
	<i>Total</i> .....	4.650.000	4.650.000
	<i>Chap. 3-11. Direction du Travail, de la Main-d'œuvre et Sécurité sociale (personnel)</i>		
1	Direction du Travail .....	20.860.000	20.860.000
2	Frais de déplacement .....	300.000	300.000
	<i>Total</i> .....	21.160.000	21.160.000
	<i>Chap. 3-12. Direction du Travail, de la Main-d'œuvre et Sécurité sociale (matériel).</i>		
1	Direction du Travail .....	1.600.000	1.600.000
2	Service de l'Emploi .....	700.000	700.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
3	Section Formation syndicale .....	1.000.000	1.000.000
4	Transports divers .....	1.400.000	1.400.000
5	Transports aériens .....	630.000	630.000
6	Equipement .....	1.400.000	1.400.000
	<i>Total</i> .....	6.730.000	6.730.000
	<i>Chap. 3-13. Ministère des Affaires étrangères (personnel)</i>		
1	Hôtel .....	835.000	835.000
2	Secrétariat .....	6.860.000	6.860.000
3	Affaires politiques et administratives .....	8.500.000	8.500.000
4	Coopération internationale .....	3.885.000	3.885.000
5	Ambassades .....	322.020.000	322.020.000
6	Indemnités aux agents comptables .....	2.300.000	2.300.000
	<i>Total</i> .....	344.400.000	344.400.000
	<i>Chap. 3-14. Ministère des Affaires étrangères (matériel)</i>		
1	Hôtel .....	690.000	690.000
2	Secrétariat .....	720.000	720.000
3	Administration centrale .....	8.000.000	8.000.000
4	Frais de réception .....	1.200.000	1.200.000
5	Frais de transports divers .....	900.000	900.000
6	Frais de transports aériens .....	5.000.000	5.000.000
7	Postes diplomatiques .....	80.000.000	80.000.000
8	Loyers et charges .....	56.000.000	56.000.000
9	Union intercapitales .....	16.000.000	16.000.000
10	Equipement nouvelles créations .....	—	—
11	Parc automobiles .....	—	—
12	Achat véhicules .....	—	—
13	Exercice clos Djeddah .....	4.000.000	4.000.000
14	Equipements, fonctions, créations nouvelles .....	30.000.000	30.000.000
15	Conférences des ambassadeurs .....	4.000.000	4.000.000
	<i>Total</i> .....	206.510.000	206.510.000
	<i>Chap. 4-1. Ministère de la Justice (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	760.000	760.000
2	Secrétariat .....	7.470.000	7.470.000
3	Frais de déplacement .....	75.000	75.000
	<i>Total</i> .....	8.305.000	8.305.000
	<i>Chap. 4-2. Cabinet du Ministre (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariat général .....	1.000.000	1.000.000
3	Transports divers .....	620.000	620.000
4	Equipement création Aleg .....	3.230.000	3.230.000
	<i>Total</i> .....	5.540.000	5.540.000
	<i>Chap. 4-3. Administration judiciaire et pénitentiaire (personnel)</i>		
1	Direction .....	7.560.000	7.560.000
2	Administration pénitentiaire .....	2.660.000	2.660.000
3	Frais de déplacement .....	40.000	40.000
	<i>Total</i> .....	10.260.000	10.260.000
	<i>Chap. 4-4. Administration judiciaire et pénitentiaire (matériel)</i>		
1	Direction .....	710.000	710.000
2	Etablissements pénitentiaires .....	14.700.000	14.700.000
3	Rédaction et traduction codes .....	1.000.000	1.000.000
4	Transports divers .....	800.000	800.000
5	Transports aériens .....	400.000	400.000
6	Service du Chraa .....	400.000	400.000
	<i>Total</i> .....	18.010.000	18.010.000
	<i>Chap. 4-5. Tribunaux des cadis (personnel)</i>		
1	Soldes et indemnités .....	67.700.000	67.700.000
2	Frais de déplacement .....	300.000	300.000
	<i>Total</i> .....	68.000.000	68.000.000
	<i>Chap. 4-6. Tribunaux des cadis (matériel)</i>		
1	Fonctionnement .....	900.000	900.000
2	Frais d'équipement .....	1.000.000	1.000.000
	<i>Total</i> .....	1.900.000	1.900.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 4.7. Tribunaux de première instance (personnel)</i>		
1	Tribunaux de droit musulman .....	21.360.000	21.360.000
2	Tribunaux de droit moderne .....	31.380.000	31.380.000
3	Frais de déplacement .....	500.000	500.000
	<i>Total</i> .....	53.240.000	53.240.000
	<i>Chap. 4.8. Tribunaux de première instance (matériel)</i>		
1	Fonctionnement tribunaux de droit moderne .....	1.900.000	1.900.000
2	Fonctionnement tribunaux droit musulman .....	1.020.000	1.020.000
3	Dépenses d'équipement .....	1.350.000	1.350.000
4	Frais transports divers .....	1.800.000	1.800.000
5	Frais transports aériens .....	700.000	700.000
6	Avantage en nature .....	1.400.000	1.400.000
	<i>Total</i> .....	8.170.000	8.170.000
	<i>Chap. 4.9. Juridictions de Nouakchott (personnel)</i>		
1	Cour suprême .....	14.345.000	14.345.000
2	Parquet .....	22.100.000	22.100.000
3	Frais de déplacement .....	100.000	100.000
	<i>Total</i> .....	36.545.000	36.545.000
	<i>Chap. 4.10. Juridictions de Nouakchott (matériel)</i>		
1	Hôtel Président Cour suprême .....	540.000	540.000
2	Fonctionnement Cour suprême .....	600.000	600.000
3	Fonctionnement Parquet général .....	600.000	600.000
4	Fonctionnement Cour sûreté Etat .....	300.000	300.000
5	Fonctionnement Tribunal première instance .....	810.000	810.000
6	Fonctionnement Tribunal travail .....	400.000	400.000
7	Frais de justice .....	3.000.000	3.000.000
8	Avantage en nature .....	800.000	800.000
9	Transports divers .....	400.000	400.000
10	Dépenses équipement .....	320.000	320.000
11	Tribunal spécial .....	700.000	700.000
	<i>Total</i> .....	8.470.000	8.470.000
	<i>Chap. 5.1. Garde nationale (personnel)</i>		
1	Solde personnel .....	371.470.000	371.470.000
2	Frais de déplacement .....	5.000.000	5.000.000
	<i>Total</i> .....	376.470.000	376.470.000
	<i>Chap. 5.2. Garde nationale (matériel)</i>		
1	Inspection centrale .....	1.500.000	1.500.000
2	Inspection régionale .....	3.600.000	3.600.000
3	Garde nationale .....	37.235.000	37.235.000
4	Centre d'instruction .....	1.800.000	1.800.000
5	Transports divers .....	17.695.000	17.695.000
	<i>Total</i> .....	61.830.000	61.830.000
	<i>Chap. 5.3. Sûreté nationale (personnel)</i>		
1	Direction de la Sûreté .....	32.750.000	32.750.000
2	Commissariat et Renseignements généraux .....	140.460.000	140.460.000
3	Centre d'écoute .....	2.510.000	2.510.000
4	Frais de déplacement .....	250.000	250.000
	<i>Total</i> .....	175.970.000	175.970.000
	<i>Chap. 5.4. Sûreté nationale (matériel)</i>		
1	Direction Sûreté nationale .....	1.600.000	1.600.000
2	Commissariat et Renseignements généraux .....	24.895.000	24.895.000
3	Ecole de police .....	2.500.000	2.500.000
4	Equipement créations nouvelles .....	1.000.000	1.000.000
5	Entretien et renouvellement véhicules .....	8.180.000	8.180.000
6	Frais de transports divers .....	270.000	270.000
	<i>Total</i> .....	38.445.000	38.445.000
	<i>Chap. 5.5. Ministère de la Défense nationale (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	1.020.000	1.020.000
2	Secrétariat .....	7.155.000	7.155.000
3	Inspection des Forces armées .....	1.395.000	1.395.000
4	Chancellerie .....	805.000	805.000
5	Frais de déplacement .....	100.000	100.000
	<i>Total</i> .....	10.475.000	10.475.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Voteés
	<i>Chap. 5-6. Ministère de la Défense nationale (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	600.000	840.000
2	Secrétariat .....	1.220.000	1.220.000
3	Inspection Forces armées .....	720.000	720.000
4	Frais de transports divers .....	1.000.000	1.000.000
5	Frais de transports aériens .....	600.000	600.000
6	Fonds spéciaux .....		3.000.000
	<i>Total</i> .....	4.140.000	7.380.000
	<i>Chap. 5-7. Armée nationale (personnel)</i>		
1	Soldes et indemnités .....	425.720.000	423.720.000
2	Alimentation et tabac .....	95.195.000	95.195.000
3	Stagiaires .....	16.000.000	16.000.000
4	Personnel civil .....	12.035.000	12.035.000
5	Frais de déplacement .....	3.000.000	5.000.000
	<i>Total</i> .....	551.950.000	551.950.000
	<i>Chap. 5-8. Armée nationale (matériel)</i>		
1	Fonctionnement armée terrestre .....	141.925.000	166.925.000
2	Fonctionnement aviation .....	45.100.000	55.100.000
3	Fonctionnement marine .....	31.000.000	31.000.000
4	Compagnie génie militaire .....	47.000.000	47.000.000
5	Frais de transports divers .....	7.000.000	7.000.000
6	Frais de transports aériens .....	6.000.000	6.000.000
7	Préparation militaire .....	14.000.000	14.000.000
8	Equipements 150 marins et carburants .....	19.000.000	19.000.000
	<i>Total</i> .....	346.025.000	346.025.000
	<i>Chap. 5-9. Gendarmerie nationale (personnel)</i>		
1	Soldes et indemnités .....	285.160.000	282.360.000
2	Personnel civil .....	7.285.000	7.285.000
3	Frais de déplacement .....	2.200.000	5.000.000
	<i>Total</i> .....	294.645.000	294.645.000
	<i>Chap. 5-10. Gendarmerie nationale (matériel)</i>		
1	Frais de fonctionnement .....	87.860.000	87.860.000
2	Frais de transports divers .....	2.500.000	2.500.000
3	Frais de transports aériens .....	3.000.000	3.000.000
4	Equipement brigades nouvelles .....	8.000.000	8.000.000
	<i>Total</i> .....	101.360.000	101.360.000
	<i>Chap. 6-1. Ministère des Finances et du Commerce (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	765.000	765.000
2	Cabinet et secrétariat .....	8.945.000	8.945.000
3	Frais de déplacement .....	200.000	200.000
	<i>Total</i> .....	9.910.000	9.910.000
	<i>Chap. 6-2. Ministère des Finances et du Commerce (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariats et cabinet .....	1.500.000	1.500.000
3	Frais transports divers .....	900.000	900.000
4	Frais transports aériens .....	250.000	250.000
5	Réforme structures .....	—	—
	<i>Total</i> .....	3.340.000	3.340.000
	<i>Chap. 6-3. Ministère des Finances et du Commerce (personnel)</i>		
1	Service personnel et matériel .....	4.945.000	4.945.000
2	Service de l'Inspection financière .....	—	—
3	Service de relations extérieures .....	—	—
4	Commissariat du gouvernement .....	7.700.000	7.700.000
5	Frais de déplacement .....	50.000	50.000
	<i>Total</i> .....	12.695.000	12.695.000
	<i>Chap. 6-4. Ministère des Finances et du Commerce (matériel)</i>		
1	Service personnel et matériel .....	400.000	400.000
2	Service de l'Inspection financière .....	400.000	400.000
3	Service des relations extérieures .....	400.000	400.000
4	Commissariat du gouvernement .....	7.300.000	7.300.000
5	Frais de transports divers .....	550.000	550.000
	<i>Total</i> .....	9.050.000	9.050.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 6-5. Ministère des Finances et du Commerce (personnel)</i>		
1	Direction du Budget .....	35.580.000	35.580.000
2	Sous-ordonnancement .....	5.305.000	5.305.000
3	Frais de déplacement .....	255.000	255.000
	<i>Total</i> .....	41.140.000	41.140.000
	<i>Chap. 6-6. Direction du Budget (matériel)</i>		
1	Direction du Budget .....	2.120.000	2.180.000
2	Sous-ordonnancement .....	1.360.000	1.360.000
3	Confection Budget et comptes .....	3.500.000	3.500.000
4	Frais de transports divers .....	600.000	600.000
5	Frais de transports aériens .....	200.000	200.000
	<i>Total</i> .....	7.780.000	7.840.000
	<i>Chap. 6-7. Contributions diverses (personnel)</i>		
1	Soldes et indemnités .....	33.250.000	33.250.000
2	Frais de déplacement .....	1.500.000	1.500.000
	<i>Total</i> .....	34.750.000	34.750.000
	<i>Chap. 6-8. Contributions diverses (matériel)</i>		
1	Fonctionnement .....	6.500.000	6.500.000
2	Frais de transports divers .....	4.300.000	4.300.000
3	Frais de transports aériens .....	700.000	700.000
4	Equipement .....	1.000.000	1.000.000
	<i>Total</i> .....	13.500.000	12.500.000
	<i>Chap. 6-9. Douanes (personnel)</i>		
1	Direction des Douanes .....	9.680.000	9.680.000
2	Bureaux régionaux .....	93.120.000	93.120.000
3	Groupe d'interventions et recherches .....	21.000.000	21.000.000
4	Frais de déplacement .....	1.920.000	1.920.000
	<i>Total</i> .....	125.720.000	125.720.000
	<i>Chap. 6-10. Douanes (matériel)</i>		
1	Frais de fonctionnement .....	18.000.000	18.000.000
2	Frais de transports divers .....	20.000.000	20.000.000
3	Frais de transports aériens .....	1.040.000	1.040.000
4	Equipement .....	20.800.000	20.800.000
5	Loyers .....	13.200.000	13.200.000
	<i>Total</i> .....	73.040.000	73.040.000
	<i>Chap. 6-11. Trésor et perception (personnel)</i>		
1	Trésorerie générale .....	50.540.000	50.540.000
2	Perception .....	29.465.000	29.465.000
3	Frais de déplacement .....	150.000	150.000
	<i>Total</i> .....	80.155.000	80.155.000
	<i>Chap. 6-12. Trésor (matériel)</i>		
1	Trésorerie générale et paieries .....	7.860.000	5.860.000
2	Perceptions .....	4.160.000	4.160.000
3	Transport de fonds .....	2.000.000	4.000.000
4	Transports divers .....	830.000	830.000
5	Transports aériens .....	200.000	200.000
6	Equipement perceptions .....	1.000.000	1.000.000
	<i>Total</i> .....	16.050.000	16.050.000
	<i>Chap. 6-13. Enregistrement, domaines et timbres (personnel)</i>		
1	Soldes et indemnités .....	10.885.000	10.885.000
2	Remises aux débiteurs .....	3.000.000	3.000.000
3	Frais de déplacement .....	350.000	350.000
	<i>Total</i> .....	14.235.000	14.235.000
	<i>Chap. 6-14. Enregistrement, domaines et timbres (matériel)</i>		
1	Fonctionnement .....	1.250.000	1.250.000
2	Transports divers .....	800.000	800.000
3	Transports aériens .....	400.000	400.000
	<i>Total</i> .....	2.450.000	2.450.000



ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 8-1. Ministère du Développement rural (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	750.000	750.000
2	Secrétariats .....	10.690.000	10.690.000
3	Frais de déplacement .....	170.000	170.000
	<i>Total</i> .....	11.610.000	11.610.000
	<i>Chap. 8-2. Ministère du Développement rural (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariat .....	1.500.000	1.600.000
3	Bourses et vacances .....	360.000	260.000
4	Transports divers .....	1.100.000	1.200.000
5	Transports aériens .....	315.000	215.000
	<i>Total</i> .....	3.765.000	3.965.000
	<i>Chap. 8-3. Agriculture (personnel)</i>		
1	Direction de l'Agriculture .....	2.750.000	2.750.000
2	Secteurs agricoles .....	53.210.000	53.210.000
3	Division de la coopération .....	7.655.000	7.655.000
4	Station maraîchère de M'Pourié .....	4.120.000	4.120.000
5	Frais de déplacement .....	3.250.000	3.250.000
	<i>Total</i> .....	70.985.000	70.985.000
	<i>Chap. 8-4. Agriculture (matériel)</i>		
1	Direction .....	1.530.000	1.530.000
2	Secteurs agricoles .....	6.010.000	6.010.000
3	Défense de végétaux .....	4.590.000	4.590.000
4	Station maraîchère .....	720.000	720.000
5	Transports divers .....	6.050.000	6.050.000
6	Session formation animateurs .....	900.000	900.000
7	Transports aériens .....	700.000	700.000
8	Division coopération .....	2.850.000	2.850.000
9	Entretien matériel coopération .....	2.000.000	2.000.000
	<i>Total</i> .....	24.980.000	25.350.000
	<i>Chap. 8-5. Direction de l'Aménagement rural (personnel)</i>		
1	Direction et services centraux .....	21.175.000	21.175.000
2	Inspections .....	52.010.000	52.010.000
3	Personnel projet Mau 13 .....	2.255.000	2.255.000
4	Conditionnement et contentieux .....	2.040.000	2.040.000
5	Frais de déplacement .....	4.200.000	4.200.000
	<i>Total</i> .....	81.680.000	81.680.000
	<i>Chap. 8-6. Direction de l'Aménagement rural (matériel)</i>		
1	Direction et services centraux .....	3.800.000	3.800.000
2	Secteurs .....	4.500.000	4.500.000
3	Transports divers .....	10.100.000	10.100.000
4	Transports aériens .....	1.110.000	1.110.000
5	Stations forestières .....	1.500.000	1.500.000
6	Installation pompage .....	2.000.000	2.000.000
	<i>Total</i> .....	23.010.000	23.010.000
	<i>Chap. 8-7. Elevage (personnel)</i>		
1	Direction .....	13.600.000	13.600.000
2	Inspections régionales .....	79.800.000	79.800.000
3	Frais de déplacement .....	2.990.000	2.990.000
	<i>Total</i> .....	96.390.000	96.390.000
	<i>Chap. 8-8. Elevage (matériel)</i>		
1	Direction .....	2.980.000	2.980.000
2	Inspections régionales .....	10.000.000	10.000.000
3	Laboratoire Nouakchott .....	600.000	600.000
4	Transports divers .....	16.900.000	16.900.000
5	Transports aériens .....	720.000	720.000
6	Abattages sanitaires .....	1.500.000	1.500.000
	<i>Total</i> .....	32.700.000	32.700.000
	<i>Chap. 8-9. Animation rurale (personnel)</i>		
1	Service de l'animation rurale .....	3.495.000	3.495.000
	<i>Total</i> .....	3.495.000	3.495.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 8-13. Ministère de la Planification et du Développement industriel (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	1.480.000	1.480.000
2	Secrétariat .....	15.555.000	15.555.000
3	Frais de déplacement .....	250.000	250.000
	<i>Total.....</i>	<i>17.285.000</i>	<i>17.285.000</i>
	<i>Chap. 8-14. Ministère de la Planification et du Développement industriel (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariats .....	1.250.000	1.250.000
3	Indemnités pour frais de recherches .....	500.000	500.000
4	Frais de transports divers .....	1.100.000	1.100.000
5	Frais de transports aériens .....	500.000	500.000
	<i>Total.....</i>	<i>4.040.000</i>	<i>4.040.000</i>
	<i>Chap. 8-15. Ministère de la Planification et du Développement industriel (personnel)</i>		
1	Direction .....	12.610.000	12.610.000
2	Cellules de planification .....	3.315.000	3.315.000
3	Direction de la Statistique .....	11.465.000	11.465.000
4	Direction Recherches .....	—	—
5	Frais de déplacement .....	1.250.000	1.250.000
	<i>Total.....</i>	<i>28.640.000</i>	<i>28.640.000</i>
	<i>Chap. 8-16. Ministère de la Planification et du Développement industriel (matériel)</i>		
1	Direction de la Planification .....	2.500.000	2.500.000
2	Direction de la Statistique .....	3.130.000	3.130.000
3	Cellules de planification .....	2.500.000	2.500.000
4	Confection du Plan .....	—	3.000.000
5	Participation aux enquêtes .....	5.000.000	5.000.000
6	Frais de transports divers .....	2.100.000	2.100.000
7	Frais de transports aériens .....	700.000	700.000
	<i>Total.....</i>	<i>15.930.000</i>	<i>18.930.000</i>
	<i>Chap. 8-17. Ministère de la Planification et du Développement industriel (personnel)</i>		
1	Direction de l'Industrialisation .....	4.440.000	4.440.000
2	Frais de déplacement .....	225.000	225.000
	<i>Total.....</i>	<i>4.665.000</i>	<i>4.665.000</i>
	<i>Chap. 8-18. Ministère de la Planification et du Développement industriel (matériel)</i>		
1	Direction de l'Industrialisation .....	2.000.000	2.000.000
2	Transports divers .....	800.000	800.000
3	Transports aériens .....	400.000	400.000
	<i>Total.....</i>	<i>3.200.000</i>	<i>3.200.000</i>
	<i>Chap. 8-19. Ministère de la Planification et du Développement industriel (personnel)</i>		
1	Direction des Mines et de la Géologie .....	14.880.000	14.880.000
2	Frais de déplacement .....	225.000	225.000
	<i>Total.....</i>	<i>15.105.000</i>	<i>15.105.000</i>
	<i>Chap. 8-20. Ministère de la Planification et du Développement industriel (matériel)</i>		
1	Direction des Mines .....	2.600.000	2.600.000
2	Section Mines Nouadhibou .....	1.000.000	1.000.000
3	Transports divers .....	2.000.000	2.000.000
4	Transports aériens .....	400.000	400.000
	<i>Total.....</i>	<i>6.000.000</i>	<i>6.000.000</i>
	<i>Chap. 8-21. Ministère de la Planification et du Développement industriel (personnel)</i>		
1	Direction des Pêches .....	11.710.000	11.710.000
2	Frais de déplacement .....	250.000	250.000
	<i>Total.....</i>	<i>11.960.000</i>	<i>11.960.000</i>

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 8-22. Ministère de la Planification et du Développement industriel (matériel)</i>		
1	Direction des Pêches .....	800.000	800.000
2	Laboratoires Nouadhibou .....	1.100.000	1.100.000
3	Fonctionnement Almoravide .....	3.100.000	3.100.000
4	Transports divers .....	500.000	500.000
5	Transports aériens .....	800.000	800.000
	<i>Total</i> .....	6.300.000	6.300.000
	<i>Chap. 8-23. Ministère de la Planification et du Développement industriel (personnel)</i>		
1	Direction de la Marine marchande .....	8.915.000	8.915.000
2	Frais de déplacement .....	250.000	250.000
	<i>Total</i> .....	9.165.000	9.165.000
	<i>Chap. 8-24. Ministère de la Planification et du Développement industriel (matériel)</i>		
1	Fonctionnement services centraux (circonscription maritime Nouakchott)	900.000	900.000
2	Circonscription maritime Nouadhibou .....	900.000	900.000
3	Vedette « Chinguetti » .....	600.000	600.000
4	Transports divers .....	600.000	600.000
5	Transports aériens .....	300.000	300.000
	<i>Total</i> .....	3.300.000	3.300.000
	<i>Chap. 8-25. Ministère des Transports, de l'Artisanat et du Tourisme</i>		
1	Hôtels .....	800.000	800.000
2	Secrétariat .....	8.170.000	8.170.000
3	Frais de déplacement .....	30.000	30.000
	<i>Total</i> .....	9.000.000	9.000.000
	<i>Chap. 8-26. Ministère des Transports, de l'Artisanat et du Tourisme. Cabinet (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	1.100.000	1.100.000
2	Secrétariat et équipement .....	2.100.000	2.100.000
3	Frais de transports divers .....	900.000	900.000
4	Frais de transports aériens .....	450.000	450.000
	<i>Total</i> .....	4.550.000	4.550.000
	<i>Chap. 8-27. Artisanat et Tourisme (personnel)</i>		
1	Service de l'Artisanat .....	3.590.000	3.590.000
2	Service du Tourisme .....	3.285.000	3.285.000
3	Secrétariat (éclipse solaire) .....	950.000	950.000
4	Frais de déplacement .....	400.000	400.000
5	Service Foires et expositions .....	2.000.000	2.000.000
	<i>Total</i> .....	10.225.000	10.225.000
	<i>Chap. 8-28. Artisanat et Tourisme (matériel)</i>		
1	Service de l'Artisanat .....	1.980.000	1.980.000
2	Service du Tourisme .....	600.000	600.000
3	Secrétariat éclipse solaire .....	950.000	950.000
4	Foire Nairobi .....	—	—
5	Magasin de promotion des ventes .....	1.000.000	1.000.000
	<i>Total</i> .....	4.530.000	4.530.000
	<i>Chap. 8-29. Service du Commerce (personnel)</i>		
1	Direction du Commerce .....	7.315.000	7.315.000
2	Division Commerce extérieur .....	2.675.000	2.675.000
3	Division Commerce intérieur .....	1.230.000	1.230.000
4	Division Contrôle des prix .....	5.880.000	5.880.000
5	Service des assurances .....	1.685.000	1.685.000
6	Frais de déplacement .....	210.000	210.000
	<i>Total</i> .....	18.995.000	18.995.000
	<i>Chap. 8-30. Service du Commerce (matériel)</i>		
1	Direction du Commerce et C.P. ....	2.200.000	2.200.000
2	Service des assurances .....	400.000	400.000
3	Transports divers .....	600.000	600.000
4	Transports aériens .....	400.000	400.000
5	Paiement bourses stages étudiants .....	60.000	60.000
	<i>Total</i> .....	3.660.000	3.660.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 9-1. Direction des Transports (personnel)</i>		
1	Direction des Transports .....	3.450.000	3.450.000
2	Aviation civile .....	3.585.000	3.585.000
3	Transports routiers .....	7.705.000	7.705.000
4	Frais de déplacement .....	200.000	200.000
	<i>Total.....</i>	<i>14.940.000</i>	<i>14.940.000</i>
	<i>Chap. 9-2. Direction des Transports (matériel)</i>		
1	Direction des Transports .....	1.590.000	1.590.000
2	Aviation civile .....	500.000	800.000
3	Transports routiers .....	1.800.000	1.800.000
4	Frais de transports divers .....	900.000	900.000
5	Frais de transports aériens .....	380.000	380.000
	<i>Total.....</i>	<i>5.470.000</i>	<i>5.470.000</i>
	<i>Chap. 9-3. Ministère de l'Équipement, Cabinet (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	868.300	868.300
2	Cabinet .....	7.216.700	7.216.700
3	Frais de déplacement .....	100.000	100.000
	<i>Total.....</i>	<i>8.185.000</i>	<i>8.185.000</i>
	<i>Chap. 9-4. Cabinet (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariat général .....	900.000	900.000
3	Frais de transports divers .....	700.000	700.000
4	Frais de transports aériens .....	300.000	300.000
	<i>Total.....</i>	<i>2.590.000</i>	<i>2.590.000</i>
	<i>Chap. 9-5. Travaux publics (personnel).</i>		
1	Direction Hydraulique et Énergie .....	22.004.784	22.004.784
2	Service Infrastructures .....	37.074.750	37.074.750
3	Direction Habitat et Urbanisme .....	20.884.692	20.884.692
4	Service administratif central .....	7.047.914	7.047.914
5	Service Phares et Balises .....	1.742.860	1.742.860
6	Frais de déplacement .....	2.000.000	2.000.000
	<i>Total.....</i>	<i>90.755.000</i>	<i>90.755.000</i>
	<i>Chap. 9-6. Travaux publics (matériel)</i>		
1	Direction Hydraulique et Énergie .....	1.500.000	1.500.000
2	Service Infrastructure .....	900.000	900.000
3	Direction Habitat et Urbanisme. Carto. et Topo. ....	2.500.000	2.500.000
4	Service administratif central .....	1.100.000	1.100.000
5	Subdivisions des T.P. ....	6.000.000	6.000.000
6	Phares et Balises .....	2.000.000	2.000.000
7	Brigade puits Rosso .....	4.000.000	4.000.000
8	Frais de transports divers .....	1.800.000	1.800.000
9	Frais de transports aériens .....	1.100.000	1.100.000
	<i>Total.....</i>	<i>20.900.000</i>	<i>20.900.000</i>
	<i>Chap. 9-7. Port de Nouadhibou (personnel)</i>		
unique	Port de Nouadhibou) .....	5.660.000	5.660.000
	<i>Total.....</i>	<i>5.660.000</i>	<i>5.660.000</i>
	<i>Chap. 9-8. Port de Nouadhibou (matériel)</i>		
unique	Port de Nouadhibou .....	21.480.000	21.480.000
	<i>Total.....</i>	<i>21.480.000</i>	<i>21.480.000</i>
	<i>Chap. 10-1. Ministère de l'Enseignement fondamental et des Affaires religieuses, Cabinet (personnel)</i>		
1	Hôtel .....	752.908	752.908
2	Secrétariat .....	8.882.092	8.882.092
3	Frais de déplacement .....	50.000	50.000
	<i>Total.....</i>	<i>9.685.000</i>	<i>9.685.000</i>
	<i>Chap. 10-2. Ministère de l'Enseignement fondamental et des Affaires religieuses, Cabinet (matériel)</i>		
1	Hôtel .....	690.000	690.000
2	Secrétariat .....	1.500.000	1.500.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
3	Transports divers .....	500.000	1.000.000
4	Transports aériens .....	250.000	250.000
	<i>Total</i> .....	2.940.000	3.440.000
	<i>Chap. 10-3. Ministère de l'Enseignement fondamental et des Affaires religieuses (personnel)</i>		
1	Service du personnel .....	3.009.268	3.010.000
2	Service des Affaires financières .....	4.299.349	4.300.000
3	Service Education adultes .....	2.356.133	2.355.000
4	Centre pédagogique national .....	9.530.853	9.530.000
5	Ecole normale .....	22.846.633	22.845.000
6	Enseignement fondamental .....	972.697.863	972.700.000
7	Frais de déplacement .....	2.000.000	2.000.000
	<i>Total</i> .....	1.016.740.000	1.016.740.000
	<i>Chap. 10-4. Ministère de l'Enseignement fondamental et des Affaires religieuses (matériel)</i>		
1	Direction Enseignement fondamental .....	1.500.000	1.500.000
2	Service du personnel .....	300.000	300.000
3	Service des Affaires financières .....	300.000	—
4	Service Education des adultes .....	500.000	2.000.000
5	Centre pédagogique national .....	500.000	2.500.000
6	Ecoles primaires .....	1.000.000	1.000.000
7	Inspections primaires .....	4.000.000	4.000.000
8	Frais examens scolaires .....	1.840.000	1.840.000
9	Fournitures écoles primaires .....	16.000.000	16.000.000
10	Ateliers scolaires .....	8.000.000	8.000.000
11	Impress., élabor., achat manuels scolaires .....	9.000.000	9.000.000
12	Frais de transports .....	5.000.000	5.000.000
13	Ecole normale .....	22.045.000	29.345.000
14	Vivres P.A.M. ....	1.500.000	1.500.000
15	Allocations scolaires .....	—	—
	<i>Total</i> .....	75.485.000	81.985.000
	<i>Chap. 10-5. Affaires religieuses (personnel)</i>		
1	Direction des Affaires religieuses .....	4.265.524	4.265.000
2	Indemnités des Imams .....	5.925.000	5.925.000
3	Indemnités session C.N.A.R. ....	1.000.000	1.000.000
4	Frais de déplacement .....	130.000	130.000
	<i>Total</i> .....	11.320.524	11.320.000
	<i>Chap. 10-6. Affaires religieuses (matériel)</i>		
1	Direction Affaires religieuses .....	900.000	900.000
2	Transport Conseil national A.R. ....	1.000.000	1.000.000
3	Transports divers .....	500.000	500.000
4	« El Bourhan » (revue) .....	600.000	600.000
5	Fonctionnement C.N.A.R. ....	250.000	250.000
6	Subvention aux Mahadra .....	—	6.000.000
	<i>Total</i> .....	3.250.000	9.250.000
	<i>Chap. 10-7. Cabinet ministère de l'Enseignement secondaire (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	795.000	795.000
2	Secrétariat .....	14.345.000	14.345.000
3	Frais de déplacement .....	675.000	675.000
	<i>Total</i> .....	15.815.000	15.815.000
	<i>Chap. 10-8. Cabinet ministère de l'Enseignement secondaire (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariats .....	2.000.000	2.000.000
3	Frais de déplacement .....	500.000	500.000
	<i>Total</i> .....	3.190.000	3.190.000
	<i>Chap. 10-9. Enseignement secondaire (personnel)</i>		
1	Enseignement second degré .....	300.905.000	300.905.000
2	Déplacements .....	1.000.000	1.000.000
	<i>Total</i> .....	301.905.000	301.905.000
	<i>Chap. 10-10. Enseignement secondaire (matériel)</i>		
1	Direction Enseignement secondaire .....	1.200.000	1.200.000
2	Inspection générale .....	1.200.000	1.200.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
3	Service des Affaires administratives et financières .....	600.000	600.000
4	Bourses et examens .....	600.000	600.000
5	Examens scolaires .....	500.000	500.000
6	Service pédagogique .....	800.000	800.000
7	Planifications et statistiques .....	600.000	600.000
8	Inspection Enseignement secondaire .....	1.200.000	1.200.000
9	Secours subventions .....	1.600.000	1.600.000
10	Bourses élèves, fonctionnement équipement .....	200.000.000	200.000.000
11	Frais soins hôpital élèves .....	6.000.000	6.000.000
12	Ateliers scolaires .....	2.000.000	2.000.000
13	Frais de transport .....	31.200.000	31.200.000
14	Elaboration, impression manuels scolaires .....	3.000.000	3.000.000
15	P.A.M. Nutrition scolaire .....	3.500.000	3.500.000
16	Hygiène scolaire .....	600.000	600.000
	<i>Total</i> .....	254.600.000	254.600.000
	<i>Chap. 10-11. Service de la Jeunesse et des Sports (personnel)</i>		
1	Direction Jeunesse et Sports .....	4.500.000	4.500.000
2	Service Education physique et Sports .....	15.150.000	15.150.000
3	Service activités socio-éducatives et sportives .....	8.465.000	8.465.000
4	Orchestre national .....	6.450.000	6.450.000
5	Frais de déplacement .....	300.000	300.000
	<i>Total</i> .....	34.865.000	34.865.000
	<i>Chap. 10-12. Service de la Jeunesse et des Sports (matériel)</i>		
1	Direction Jeunesse et Sports .....	650.000	650.000
2	Education populaire .....	4.620.000	4.620.000
3	Orchestre national .....	2.400.000	2.400.000
4	Stade Capital et Ksar .....	1.000.000	1.000.000
5	Education physique .....	3.400.000	3.400.000
6	Subventions .....	3.720.000	1.720.000
7	Frais de transports divers .....	880.000	880.000
8	Frais de transports aériens .....	250.000	250.000
	<i>Total</i> .....	16.920.000	14.920.000
	<i>Chap. 10-13. Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation des cadres (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	790.000	790.000
2	Secrétariats .....	7.460.000	7.460.000
3	Indemnités déplacement .....	300.000	300.000
	<i>Total</i> .....	8.550.000	8.550.000
	<i>Chap. 10-14. Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation des cadres et de l'Enseignement supérieur (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariats .....	950.000	950.000
3	Frais examens .....	500.000	500.000
4	Frais de transports divers .....	180.000	180.000
5	Frais de transports aériens .....	270.000	270.000
	<i>Total</i> .....	2.590.000	2.590.000
	<i>Chap. 10-15. Direction de l'Enseignement technique et supérieur (personnel)</i>		
1	Direction Enseignement technique .....	2.475.000	2.475.000
2	Direction Enseignement supérieur .....	3.575.000	3.575.000
3	Coordination et gestion .....	1.850.000	1.850.000
4	Frais de déplacement .....	150.000	150.000
	<i>Total</i> .....	8.050.000	8.050.000
	<i>Chap. 10-16. Direction Enseignement technique et supérieur (matériel)</i>		
1	Direction Enseignement technique .....	400.000	400.000
2	Direction Enseignement supérieur et formation extérieure .....	400.000	400.000
3	Coordination et gestion .....	400.000	400.000
4	Préformation rurale .....	380.000	380.000
5	Bourses .....	206.215.000	206.215.000
6	Frais de transports .....		
	<i>Total</i> .....	207.795.000	207.795.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 10-17. Etablissements d'Enseignement technique (personnel)</i>		
1	Collèges et lycée techniques .....	14.080.000	14.080.000
2	Centre Mamadou Touré .....	8.020.000	8.020.000
3	Centre agricole Kaédi .....	20.800.000	20.800.000
4	Enseignement familial et commercial .....	12.070.000	12.070.000
5	Ecole nationale d'administration .....	56.980.000	54.980.000
6	Frais de déplacement .....	300.000	300.000
	<i>Total</i> .....	110.250.000	110.250.000
	<i>Chap. 10-18. Etablissements d'Enseignement technique (matériel)</i>		
1	Collèges et lycée techniques .....	43.350.000	43.350.000
2	Centre Mamadou Touré .....	24.300.000	24.300.000
3	Vulgarisation Kaédi .....	10.560.000	10.560.000
4	Centre commercial et familial .....	9.540.000	9.540.000
5	E.N.A. ....	4.245.000	4.245.000
6	Frais de transports .....	5.700.000	5.700.000
	<i>Total</i> .....	97.695.000	97.695.000
	<i>Chap. 10-19. Ministère de la Culture et de l'Information (personnel)</i>		
1	Hôtel .....	822.000	822.000
2	Secrétariat .....	9.298.000	9.298.000
3	Frais de déplacement .....	50.000	50.000
	<i>Total</i> .....	10.170.000	10.170.000
	<i>Chap. 10-20. Ministère de la Culture et de l'Information (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariat .....	700.000	700.000
3	Frais de transports divers .....	1.200.000	1.200.000
4	Frais de transports aériens .....	500.000	500.000
	<i>Total</i> .....	3.090.000	3.090.000
	<i>Chap. 10-21. Direction de la Culture (personnel)</i>		
1	Direction .....	14.870.000	14.870.000
2	Frais de déplacement .....	50.000	50.000
	<i>Total</i> .....	14.920.000	14.920.000
	<i>Chap. 10-22. Direction de la Culture (matériel)</i>		
1	Affaires culturelles .....	4.045.000	4.045.000
2	Festival panafricain .....	4.000.000	4.000.000
3	Musée .....	1.650.000	1.650.000
4	Arts .....	1.000.000	1.000.000
5	Bibliothèque .....	1.450.000	1.450.000
	<i>Total</i> .....	12.145.000	12.145.000
	<i>Chap. 10-23. Direction de l'Information (personnel)</i>		
1	Direction de l'Information .....	12.677.750	12.677.750
2	Journal « Le Peuple » .....	12.022.200	12.022.200
3	Radiodiffusion nationale .....	49.870.050	49.870.050
4	Frais de déplacement .....	800.000	800.000
	<i>Total</i> .....	75.370.000	75.370.000
	<i>Chap. 10-24. Direction de l'Information (matériel)</i>		
1	Direction Information .....	25.410.000	25.410.000
2	Journal « Le Peuple » .....	8.050.000	8.050.000
3	Radiodiffusion nationale .....	47.450.000	47.450.000
4	Frais de transports divers .....	—	—
5	Charges récurrentes émetteur 100 kW (neuf mois) .....	15.000.000	15.000.000
	<i>Total</i> .....	95.910.000	95.910.000
	<i>Chap. 10-25. Ministère de la Santé et des Affaires sociales (personnel)</i>		
1	Hôtels .....	800.000	800.000
2	Secrétariat .....	10.000.000	10.000.000
3	Déplacements .....	50.000	50.000
	<i>Total</i> .....	10.850.000	10.850.000
	<i>Chap. 10-26. Ministère de la Santé et des Affaires sociales (matériel)</i>		
1	Hôtels .....	690.000	690.000
2	Secrétariats .....	990.000	990.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votes
3	Transports divers .....	250.000	250.000
4	Transports aériens .....	130.000	130.000
	<i>Total</i> .....	2.060.000	2.060.000
	<i>Chap. 10-27. Services sanitaires et sociaux (personnel)</i>		
1	Direction Santé et Formation sanitaire .....	263.610.000	263.610.000
2	Hôpital national et école infirmiers et sages-femmes .....	68.195.000	68.195.000
3	Déplacements .....	5.700.000	5.700.000
	<i>Total</i> .....	337.505.000	337.505.000
	<i>Chap. 10-28. Direction Santé et Formations sanitaires (matériel)</i>		
1	Direction de la Santé .....	500.000	500.000
2	Pharmacie d'approvisionnement .....	54.690.000	54.690.000
3	Hôpital national .....	95.500.000	95.500.000
4	Hôpitaux secondaires .....	10.000.000	10.000.000
5	Dispensaires .....	12.000.000	12.000.000
6	S.T.M.M.P. ....	4.000.000	4.000.000
7	Ecole infirmiers et sages-femmes .....	4.500.000	4.500.000
8	Recyclage .....	1.000.000	1.000.000
9	Equipe médicale chinoise .....	12.000.000	12.000.000
10	Frais d'évacuations sanitaires .....	3.500.000	3.500.000
11	Organisations mondiales Santé (projet MAU/12) .....	3.500.000	3.500.000
12	Organisations mondiales Santé (projet MAU/10) .....	8.000.000	8.000.000
13	Transports divers .....	12.000.000	12.000.000
14	Transports aériens .....	2.400.000	2.400.000
15	Projet 4104 hôpitaux secondaires 8M .....	32.500.000	32.500.000
16	Projet 4100 et 4101 centres régionaux de santé .....	13.250.000	13.250.000
	<i>Total</i> .....	269.340.000	269.340.000
	<i>Chap. 10-29. Affaires sociales (personnel)</i>		
1	Affaires sociales et centres P.M.I. ....	23.615.000	23.615.000
2	Frais de déplacement .....	535.000	535.000
	<i>Total</i> .....	24.150.000	24.150.000
	<i>Chap. 10-30. Affaires sociales (matériel)</i>		
1	Affaires sociales .....	700.000	700.000
2	Service social .....	400.000	400.000
3	P.M.I. ....	400.000	400.000
4	P.M.I. pilote .....	4.500.000	4.500.000
5	P.M.I. secondaires .....	7.000.000	7.000.000
6	Transports divers .....	1.500.000	1.500.000
7	Transports aériens .....	500.000	500.000
	<i>Total</i> .....	15.000.000	15.000.000
	<i>Chap. 13-1. Dépenses communes de personnel</i>		
1	Frais de mutations et congés .....	17.500.000	17.500.000
2	Frais d'hospitalisation .....	25.000.000	25.000.000
3	Indemnités d'installation .....	1.000.000	1.000.000
4	Missions assistants techniques .....	1.000.000	1.000.000
5	Frais missions extérieur et transport délégations en visites officielles .....	100.000.000	100.000.000
6	Dépenses des exercices antérieurs .....	2.000.000	2.000.000
7	Provisions pour valorisations des salaires .....	—	—
	<i>Total</i> .....	146.500.000	146.500.000
	<i>Chap. 13-2. Dépenses communes de matériel</i>		
1	Frais d'impression .....	10.000.000	10.000.000
2	Loyers immeubles et charges .....	380.000.000	370.000.000
3	Centrale mécanographique .....	5.000.000	5.000.000
4	Achat de moyens de transport .....	30.000.000	30.000.000
5	Ameublement .....	25.000.000	25.000.000
6	Chancellerie .....	1.000.000	1.000.000
7	Centrale de communication .....	14.000.000	14.000.000
8	Entretien et achat de postes R.A.C. ....	5.000.000	5.000.000
9	Parc auto .....	5.000.000	5.000.000
10	Exercices antérieurs .....	1.000.000	1.000.000
	<i>Total</i> .....	476.000.000	466.000.000
	<i>Chap. 13-3. Dépenses diverses</i>		
1	Cérémonies publiques et réceptions .....	40.000.000	40.000.000
2	Organisation pèlerinage .....	4.500.000	4.500.000
3	Excédent versements et frais perception impôts et taxes .....	5.500.000	4.000.000



ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
4	Festival mondial de la Jeunesse .....	10.000.000	10.000.000
5	Honoraires divers et réparations civiles .....	4.000.000	4.000.000
6	Foires et expositions .....	6.000.000	6.000.000
7	Dépenses et maintien d'ordre .....	15.000.000	15.000.000
8	Villa d'hôtes .....	1.500.000	1.500.000
9	Indemnités d'éviction .....	1.000.000	1.000.000
10	Elections .....	—	—
11	Abreuvoirs IDINI .....	3.000.000	3.000.000
12	Exercices antérieurs .....	4.600.000	4.600.000
	<i>Total</i> .....	95.100.000	93.600.000
	<i>Chap. 13-4. Fonds spéciaux</i>		
unique	<i>Total</i> .....	12.000.000	12.000.000
	<i>Chap. 13-5. Dépenses imprévues</i>		
1	Dépenses imprévues .....	25.000.000	25.000.000
2	Calamités publiques .....	15.000.000	15.000.000
3	Provisions pour omissions .....	21.000.000	15.200.000
	<i>Total</i> .....	61.000.000	55.200.000
	<i>Chap. 14-1. Entretien des immeubles</i>		
1	Entretien des immeubles .....	60.000.000	60.000.000
2	Buildings administratifs .....	10.000.000	10.000.000
3	Participation aux frais de gestion et d'intervention du central téléphonique des ministères .....	2.400.000	2.400.000
4	Aménagement gîtes d'étape et base aérienne d'Atar (éclipse solaire) .....	267.000.000	267.000.000
	<i>Total</i> .....	339.400.000	339.400.000
	<i>Chap. 14-2. Entretien des voies de communications</i>		
1	Routes et digues .....	—	—
2	Aérodromes .....	—	—
3	Bacs .....	10.000.000	10.000.000
	<i>Total</i> .....	10.000.000	10.000.000
	<i>Chap. 14-3. Travaux divers d'entretien</i>		
1	Ouvrages hydrauliques agricoles .....	1.000.000	2.000.000
2	Ouvrages d'adduction d'eau et d'électrification des centres secondaires .....	5.000.000	5.000.000
3	Adduction d'eau 6 <sup>e</sup> Région .....	9.100.000	9.100.000
	<i>Total</i> .....	16.100.000	16.100.000
	<i>Chap. 15-1. Contributions aux dépenses de fonctionnement collectivités et organismes publics</i>		
1	Air Mauritanie .....	—	—
2	A.S.E.C.N.A. .....	87.000.000	87.000.000
3	I.F.A.C. .....	32.500.000	32.500.000
4	Société nationale industrielle et minière .....	50.000.000	50.000.000
	<i>Total</i> .....	169.500.000	169.500.000
	<i>Chap. 15-2. Contributions aux régies et exploitations concédées</i>		
1	Exploitations concédées .....	2.600.000	2.600.000
2	Autres interventions .....	—	—
	<i>Total</i> .....	2.600.000	2.600.000
	<i>Chap. 15-3.</i>		
	<i>Chap. 15-4. Contributions et participations à des organismes internationaux</i>		
1	Assistance technique bilatérale .....	147.000.000	147.000.000
2	Organisations inter-africaines .....	138.720.000	138.220.000
3	Organismes internationaux .....	105.970.000	105.970.000
	<i>Total</i> .....	391.690.000	391.190.000
	<i>Chap. 16-1. Versements</i>		
1	Chambre de commerce .....	29.000.000	29.000.000
2	Reversements Fonds interrégional de lutte contre les épizooties .....	40.000.000	40.000.000
	<i>Total</i> .....	69.000.000	69.000.000

ARTICLE	NOMENCLATURE	CRÉDITS	
		Proposés	Votés
	<i>Chap. 16-2. Ristournes</i>		
1	Dotation au Fonds routier .....	300.000.000	300.000.000
2	Ristournes aux Régions .....	130.000.000	104.600.000
3	Dotation au Fonds spécial de promotion des industries de la pêche et de surveillance des eaux territoriales .....	90.000.000	90.000.000
4	Dépenses d'exercices antérieurs .....	10.000.000	8.230.000
	<i>Total.....</i>	<i>530.000.000</i>	<i>502.830.000</i>
	<i>Chap. 17-1. Subventions à des organismes publics</i>		
1	Parti du Peuple .....	47.000.000	84.600.000
2	Collectivités territoriales .....	—	—
3	Organisations publiques .....	132.465.000	132.430.000
	<i>Total.....</i>	<i>179.465.000</i>	<i>217.030.000</i>
	<i>Chap. 17-2. Subventions à des organismes œuvres privées</i>		
Unique	Diverses interventions .....	24.000.000	11.500.000
	<i>Total.....</i>	<i>24.000.000</i>	<i>11.500.000</i>
	<i>Chap. 17-3. Secours</i>		
1	Secours aux collectivités .....	—	—
2	Secours aux agents de l'Etat .....	1.000.000	1.000.000
3	Secours divers .....	9.200.000	9.200.000
	<i>Total.....</i>	<i>10.200.000</i>	<i>10.200.000</i>
	<i>Chap. 19-1. Versement au Budget d'équipement</i>		
Unique	<i>Total.....</i>	<i>972.000.000</i>	<i>972.000.000</i>
	<i>Total.....</i>	<i>972.000.000</i>	<i>972.000.000</i>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT..</b>	<b>11.303.000.000</b>	<b>11.317.000.000</b>

LOI n° 73.016 du 23 janvier 1973 sur la préparation de la jeunesse au service militaire.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La préparation militaire de la jeunesse au niveau des écoles de l'enseignement secondaire et des établissements de formation professionnelle est instituée.

#### TITRE PREMIER

##### Champ d'application

ART. 2. — La préparation militaire est obligatoire. Elle s'adresse à tous les jeunes mauritaniens de sexe masculin qui fréquentent :

1. les écoles du second cycle de l'enseignement général et de l'enseignement technique ;
2. certains établissements de formation professionnelle qui seront fixés par décret.

Ces jeunes doivent être âgés de seize ans révolus et reconnus aptes pour le service armé par un médecin militaire agréé.

Toutefois, compte tenu des circonstances, les élèves de l'un ou de plusieurs des écoles et établissements sus-visés peuvent en être dispensés.

ART. 3. — Dans un cas de force majeure, la préparation militaire peut être suspendue provisoirement.

ART. 4. — Les dispenses et suspensions provisoires de la préparation militaire visées aux articles 2 (dernier paragraphe) et 3 ci-dessus sont prises par arrêté du ministre de la Défense nationale.

#### TITRE II

##### Brevets

ART. 5. — Les élèves ayant suivi avec succès la préparation militaire reçoivent les brevets de préparation militaire élémentaire et de préparation militaire supérieure.

Ces brevets sont délivrés respectivement en fin de première année et en fin de deuxième année de préparation militaire.

#### TITRE III

##### Sursis - Incorporation

ART. 6. — Le sursis à l'incorporation peut être accordé aux élèves des classes terminales des écoles visées au 1. du